



HASNON

Ville de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut

CONSEIL MUNICIPAL DU 2 JUILLET 2026

LISTES DES DELIBERATIONS EXAMINEES

N° 2026/07/01 : Modification des indemnités du maire et des 2 premiers adjoints – 21 pour / 5 abstentions / 1 contre

N° 2026/07/02 : Formation des élus et enveloppe budgétaire allouée à la formation des élus – adopté à l'unanimité

N° 2026/07/03 : Délégation du conseil municipal au maire (annule et remplace) – 21 pour / 6 contre

N° 2026/07/04 : Instauration du Pass'Permis - adoptée à l'unanimité

N° 2026/07/05 : Augmentation de la capacité d'accueil collectif de mineurs 2026 – adoptée à l'unanimité

N° 2026/07/06 : Modification des modalités d'accueil du mercredi récréatif – adoptée à l'unanimité

N° 2026/07/07 : Modification des modalités de facturation du service périscolaire – adoptée à l'unanimité

N° 2026/07/08 : Avenant Technique et Financier ADU/Commune d'Hasnon – adoptée à l'unanimité

N° 2026/07/09 : Présentation du Plan Communal de Sauvegarde - acté

N° 2026/07/10 : Présentation du Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs – acté

N° 2026/07/11 : **Dossier sur table** / Désignation des représentants de la commune à l'agence iNord – adoptée à l'unanimité

La secrétaire de séance,

Honorine WALERS



Le Maire,

Andy VERDIERE

VILLE D'HASNON

PROCES VERBAL REUNION DE CONSEIL MUNICIPAL DU 2 JUILLET 2026

Approuvé le 24 Septembre 2026

Le 2 Juillet 2026 à 19 h 00, le Conseil Municipal s'est réuni à la salle des fêtes sous la Présidence de Monsieur Andy VERDIERE — Maire, à la suite d'une convocation qui avait été rédigée le 26 juin 2026.

Étaient présents :

Mr VERDIERE Andy – Mme WADBLED Laetitia – Mr BUEMI Bruno - Mr DELCROIX Thibaut – Monsieur GOLINVAL Bruno – Mme LHOTELLERIE Caroline – Mr GRAS Alain – Mr FACQ Frédéric – Mr LEVEQUE Hervé – Mr LECOEUVE Sébatien – Mme DEVOS Sandrine – Mr COURBET Frédéric – Mr HUESO Christophe – Mme MOREAU Peggy – Mr NAGELS James – Mme VERDIERE Karine – Mme TRUBLIN MERLIN Caroline – Mme WALERS Honorine – Mr HUON Jean-Pascal – Mr DESMEDT André - Mme VAN EECKHOUT Sophie – Mme LECOEUVE Stéphanie – Mr GILLOT Emmanuel.

Étaient absents : Mme DHONT Audrey - Mme LEQUIMME Frédérique – Mme GRARD Tiphaine – Mme LAMBERT Marie

Ont donné procuration : Mme DHONT Audrey à Mme WADBLED Laetitia - Mme LEQUIMME Frédérique à Mr BUEMI Bruno – Mme GRARD Tiphaine à Mr VERDIERE Andy – Mme LAMBERT Marie à Mme VAN EECKHOUT Sophie.

Secrétaire de séance : Mme WALERS Honorine.

APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 Mai 2026

Le procès-verbal de la réunion de Conseil Municipal du 26 mai 2026 a été approuvé à l'unanimité.

MODIFICATION DES INDEMNITES DU MAIRE ET DES 2 ADJOINTS **(délib.2026/07/01)**

A la date du 28 mars 2026, nous avons délibéré sur un taux d'application de 40 % pour l'indemnité du Maire et de 15 % pour les adjoints (délib.2026/03/05).

Je propose que le Conseil Municipal délibère à nouveau afin de modifier cette répartition à compter **du 1^{er} août 2026** comme suit :

- Le Maire : passage de 40 % à 32 %
- WADBLED Laetitia – 1^{ère} Adjointe : passage de 15 % à 19 %
- BUEMI Bruno – 2^{ème} Adjoint : passage de 15 % à 19 %

La modification du montant des indemnités des adjoints ne concerne que le 1^{er} et 2^{ème} adjoint.

Après délibération, le Conseil Municipal valide par 21 voix pour – 5 abstentions (DESMEDT André/HUON Jean-Pascal/LAMBERT Marie/LECOEUVRE Stéphanie/VAN EECKHOUT Sophie) et 1 vote contre (GILLOT Emmanuel) les modifications apportées sur le taux d'application des indemnités **à compter du 1^{er} août 2026** comme suit :

- Monsieur le Maire : 32 %
- Madame WADBLED Laetitia – 1^{ère} adjoint: 19 %
- Monsieur BUEMI Bruno – 2^{ème} adjoint : 19 %

Intervenants : Monsieur VERDIERE précise que cette délibération fait suite à son élection en qualité de vice-président au SIDEHAV. Dans ce contexte, il indique ne pas souhaiter cumuler les indemnités. Il propose donc de reverser une partie de son indemnité à Mme WADBLED et Mr BUEMI, notamment en raison des délégations de signature qui leur ont été confiées.

Monsieur DESMEDT explique que, selon son expérience, c'est la première fois qu'il constate une différence d'indemnité entre les adjoints. Il estime que cette situation crée une distinction entre deux catégories d'adjoints au sein du conseil municipal, ce qui lui paraît regrettable.

Monsieur le Maire répond en prenant l'exemple de la commune de Bouchain où des indemnités différenciées sont également versées aux adjoints. Il précise que sa démarche s'inscrit dans une logique de partage plutôt que d'enrichissement personnel. Il ajoute que cette décision a été prise en concertation avec l'ensemble des élus de son groupe qui n'ont exprimé aucune opposition.

Monsieur GILLOT indique partager l'analyse de Mr DESMEDT. Considérant que cette répartition crée effectivement deux catégories d'adjoints, il annonce qu'il votera contre cette délibération.

FORMATION DES ELUS ET ENVELOPPE BUDGETAIRE ALLOUEE A LA FORMATION DES ELUS (délib.2026/07/02)

Indépendamment des autorisations d'absence et du crédit des heures prévus aux articles L2123.1, L2123-2 et L2123-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, les membres du Conseil Municipal qui ont la qualité de salarié ont un droit à un congé de formation. Ce congé est désormais fixé à 24 jours par élu pour la durée du mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'il détient. Ce congé est renouvelable en cas de réélection.

Par ailleurs, l'article L2123-14 énonce que « les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement donnent droit à remboursement. Les pertes de revenu subies par l'élus du fait de l'exercice de son droit à formation prévu par la présente section sont compensées par la commune dans la limite de vingt et un jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure ».

Conformément aux articles L2123-16 et R2123-12, la prise en charge par la collectivité des dépenses liées à l'exercice du droit des élus locaux à la formation ne peut intervenir que si l'organisateur de la formation a reçu un agrément délivré par le Ministère en charge des collectivités territoriales et adaptée aux fonctions des conseillers municipaux.

La prise en charge de la formation des élus se fera donc selon les principes suivants :

- Agrément des organismes de formations
- Dépôt préalable aux stages de la demande de remboursement précisant l'adéquation de l'objet de la formation avec fonctions effectivement exercées pour le compte de la ville
- Liquidation de la prise en charge sur justificatifs des dépenses,
- Répartition des crédits et de leur utilisation sur une base égalitaire entre les élus.

Les thèmes privilégiés seront notamment :

- Les fondamentaux de l'action publique locale,
- Les formations en lien avec les délégations et/ou l'appartenance aux différentes commissions,
- Les formations favorisant l'efficacité personnelle (prise de parole, bureautique, gestion des conflits...)

Afin de mettre en place cette dépense obligatoire, il est proposé qu'une enveloppe budgétaire correspondant à 5 % de l'enveloppe indemnitaire annuelle soit consacrée chaque année à la formation des élus.

Les crédits non consommés seront automatiquement reportés au budget de l'année suivante, abondé du montant voté par la présente délibération dans la limite du plafond légal et ce jusqu'à l'année au cours de laquelle intervient le renouvellement de l'assemblée délibérante.

Sachant que le chapitre 65 est suffisamment approvisionné pour faire face à cette dépense,

Il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider que l'enveloppe budgétaire annuelle dédiée à la formation des élus soit égale à 5 % du montant des indemnités de fonction pouvant être allouées aux membres du Conseil Municipal
- D'approuver les modalités de mises en œuvre et les thématiques proposées,

- D'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant reçu délégation à signer tout document s'y rapportant.

Le Conseil Municipal, après délibération, valide à l'unanimité la présente délibération.

Intervenants : Monsieur HUON demande quel est le montant actuellement inscrit au chapitre 65.

Mme WADBLED demande à son tour pourquoi la question n'a pas été posée en amont lors de l'envoi des projets de délibérations afin de pouvoir apporter une réponse précise. En l'absence de cette information préparée, elle indique ne pas être en mesure de communiquer le montant exact

Monsieur HUON explique que, même s'il est affirmé que le chapitre 65 est suffisamment doté, il estime qu'il n'est pas tenu de s'en remettre uniquement à cette affirmation.

Monsieur le Maire souhaite rassurer l'assemblée en précisant que les crédits inscrits au chapitre 65 sont bien suffisants pour couvrir les frais de formation des élus. Il ajoute que dans le cas contraire, cette délibération n'aurait pas été présentée sans qu'une décision modificative de budget n'ait été adoptée au préalable.

Madame WADBLED, après vérification en cours de conseil municipal et après le vote de ce point, a pu indiquer à Monsieur HUON que le montant du chapitre 65 est de 246.927 € 18 et que selon la simulation effectuée avec le comptable de la commune, le chapitre 65 présentera au 31/12 un solde de 20 993.79 €. Les 5% de l'enveloppe indemnitaire annuelle consacrée à la formation des élus représente un montant de 6 499.70 € ce qui confirme, les crédits suffisants au chapitre 65 pour faire face à cette dépense.

DELEGATIONS DE POUVOIR DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – annule et remplace (délib.2026/07/03)

Par délibération n° 2026/04/01 en date du 7 avril 2026, le Conseil Municipal a accordé des délégations conformément à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales au maire, certains points appellent des observations au titre du contrôle de légalité à savoir les points 2, 13 et 22. De ce fait, il est demandé d'annuler cette délibération et de procéder à une nouvelle présentation des délégations de pouvoir du conseil municipal au maire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et son article L2121-29 « le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2122-22 qui permet au conseil municipal de déléguer au Maire un certain nombre de ses compétences,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe),

Considérant que le but de ces délégations est d'accélérer la prise de décision des communes et d'éviter de convoquer le conseil municipal sur chaque demande, le Conseil Municipal peut choisir les matières déléguées, les modifier en cours de mandat.

Il est proposé au Conseil Municipal de déléguer pour la durée du présent mandat, à Monsieur le Maire, les délégations suivantes :

1. De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget.
2. De procéder, dans tous les cas à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires.
3. De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses (bien mobiliers et immobiliers) relevant du domaine public ou privé pour une durée n'excédant pas douze ans, et notamment les mises à disposition et conventions d'occupation.
4. de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes.
5. de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux.
6. d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.
7. de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières.
8. de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4.600 €.
9. de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, des notaires, huissiers de justice et experts,
10. de fixer dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes.
11. de décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement,
12. de fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme.
13. d'exercer au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L211-2 ou au premier alinéa de l'article L.213-3 de ce même code dans la limite de 600.000 €.

14. d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle ainsi que devant :
- l'ensemble des juridictions administratives tant en première instance qu'en appel ou en cassation, en excès de pourvoi comme en plein contentieux, au fond comme en référé
 - l'ensemble des juridictions judiciaires, tant en première instance qu'en appel ou en cassation et notamment de se porter partie civile par voie d'action et d'intervention et faire prévaloir les intérêts de la commune devant les juridictions pénales,
 - les juridictions spécialisées et les instances de conciliation
 - de transiger avec les tiers dans la limite de 1.000 €
15. de régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le Conseil Municipal de 10 .000 €/véhicule.
16. de donner en application de l'article L.324-1 de code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local (EPFL).
17. de signer la convention prévue par le 4^{ème} alinéa de l'article L.311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le 3^{ème} alinéa de l'article L.332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux.
18. d'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L240-1 à L240-3 du code de l'urbanisme dans la limite de 150.000 €,
19. de prendre les décisions mentionnées aux articles L523-4 et L523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune et de conclure la convention prévue à l'article R523-7 du même code.
20. de demander à tout organisme financier l'attribution de subventions dans les plus larges conditions possibles. Cela concerne toute demande de subvention en fonctionnement et/ou en investissement quels que soient la nature de l'opération et le montant prévisionnel de la dépense subventionnable.
21. d'autoriser au nom de la commune le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
22. de procéder sans limite au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux,
23. d'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L123-19 du code de l'environnement,
24. d'admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur ou égal à 200 € qui ne peut être supérieur à un seuil fixé par décret. Ce

même décret précise les modalités suivant lesquelles le maire rend compte au conseil municipal de l'exercice de cette délégation.

25. de fixer sans limite par droit unitaire les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de droit temporaire sur les voies et autres lieux publics, et d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits pouvant le cas échéant, faire l'objet d'une modulation résultant de l'utilisation de procédure dématérialisée dans la limite de 500 €.
26. D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales.

Les décisions prises par le Maire en vertu de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets.

En application des articles L2111-18 et L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les décisions prises en application des la délégation accordée, doivent être signées personnellement par le Maire ou par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du Maire.

Le Maire doit rendre compte à chacune des réunions du conseil municipal des décisions prises en application de ces nouvelles délégations. Le Conseil Municipal peut toujours mettre fin à la délégation. En cas d'empêchement du Maire, le Conseil Municipal décide que les présentes délégations seront reprises par le Conseil Municipal.

Afin de faciliter la bonne marche de l'administration communale, le Conseil Municipal décide par 21 voix pour et 6 voix contre ((**DESMEDT André – HUON Jean-Pascal – LAMBERT Marie – LECOEUVE Stéphanie – VAN EECKHOUT Sophie – GILLOT Emmanuel**) **d'accepter de déléguer à Monsieur le Maire l'ensemble des domaines énumérés ci-dessus.**

Intervenants : Monsieur HUON fait remarquer que, dans les articles 2 et 22 de la délibération, les pouvoirs sont confiés uniquement au maire, sans limitation ni intervention du conseil municipal. Selon lui, cette rédaction ne respecte pas le principe de démocratie.

Monsieur le Maire explique que cette formulation a été demandée par la sous-préfecture afin de garantir la conformité de la délibération. Il ajoute que le dialogue et le fonctionnement démocratique sont pleinement respectés au sein du conseil municipal et estime qu'ils le sont davantage que lors des 6 années précédentes.

Monsieur HUON demande s'il existe un écrit de la sous-préfecture venant appuyer les propos de Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire répond que la mairie a effectivement reçu un courriel de la sous-préfecture à ce sujet et précise que celui-ci sera transmis aux élus de l'opposition s'ils en font la demande.

INSTAURATION DU PASS'PERMIS (délib.2026/07/04)

Monsieur le Maire souhaite mettre en place le dispositif d'aide au permis pour les jeunes hasnonais de 16 à 25 ans. Disposer de son permis de conduire est un atout incontestable pour l'emploi et la formation mais cela nécessite des moyens financiers qui ne sont pas à la portée de tous les jeunes. Cela peut également contribuer à la lutte contre l'insécurité routière.

Ce dispositif « **PASS'PERMIS** » est une aide financière de 500 € à destination des jeunes hasnonais de 16 à 25 ans pour financer leur permis de conduire en contrepartie d'une mission de 50 heures effectuée au service de l'intérêt général au sein de la collectivité.

Une charte sera alors établie entre le jeune et la commune. Cela repose sur une double démarche volontaire qui se définit comme suit :

- * celle du bénéficiaire qui s'engage à réaliser une activité de 50 heures de travail d'intérêt général et de suivre assidûment une formation au permis de conduire, formalisée pour la signature de la charte,
- * celle de la commune qui octroie la bourse et qui suivra les actions concrètes et spécifiques réalisées par le bénéficiaire.

Comme évoqué en commission jeunesse le 17 juin 2026, une étude a été demandée à 2 auto-écoles sur l'amandinois, seule AICARD nous a fait un retour.

Le bénéficiaire du PASS PERMIS devra s'inscrire à l'auto-école AICARD MOULIN DES LOUPS de ST AMAND LES EAUX partenaire du dispositif pour suivre sa formation. Il s'engage à :

- Suivre régulièrement les cours théoriques sur le code de la route et les thèmes de sécurité routière et participer aux examens blancs,
- Suivre des heures de conduite de préparation au passage du permis,
- Réaliser son activité d'intérêt collectif pour la ville d'HASNON dans les 6 mois suivant la signature de la présente charte.

La commune versera directement à l'auto-école la bourse d'un montant de 500 € accordée au bénéficiaire, 250 € lors de l'inscription et 250 € dès l'obtention du code et la réalisation des 50 heures de travail d'intérêt général. L'auto-école AICARD s'engage à informer la commune dès la réussite de l'épreuve théorique du permis.

A titre indicatif :

Forfait de base pour le permis B :

Evaluation initiale + Forfait code + Forfait conduite 20 h + 1 accompagnement examen pratique : 1.195 € + redevance inscription examen du code : 30 € soit un total de 1.225 €. Avec la mise en place du dispositif, le bénéficiaire aura un **reste à charge à 725 €**.

Pour l'apprentissage anticipée de la conduite (AAC) :

Evaluation initiale + Forfait code + Forfait conduite 20 h + rdv préalable de 2 h obligatoire + présentation à l'examen pratique + 2 rdv pédagogiques obligatoire : 1.495 € + redevance examen théorique : 30 € soit un total de 1.525 €. Avec la mise en place du dispositif, le bénéficiaire aura un **reste à charge de 1.025 €**

Il est proposé au Conseil Municipal d'allouer 500 € au dispositif PASS PERMIS destiné aux jeunes hasnonais de 16 à 25 ans, d'approuver les modalités techniques et financières d'attribution de l'aide, d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à la mise en œuvre de ce dispositif et d'inscrire les dépenses du budget de l'année.

Après délibération, le Conseil Municipale adopte la présente délibération à l'unanimité.

Intervenant : Mme LECOEVRE remercie la majorité d'avoir intégré la conduite accompagnée au dispositif, à la suite des échanges intervenus en commission.

AUGMENTATION DE LA CAPACITE D'ACCUEIL COLLECTIF DE MINEURS 2026 **(délib.2026/07/05)**

Compte tenu de la forte demande d'inscriptions pour l'Accueil Collectifs de Mineurs de Juillet 2026, il est proposé d'augmenter la capacité de 230 à 280 enfants.

Afin de respecter les taux d'encadrement règlementaire et de garantir la sécurité des enfants accueillis, l'équipe pédagogique sera composée de :

- 1 Directrice diplômée BAFA et BAFD
- 1 Directeur adjoint diplômé
- 20 animateurs diplômés BAFA
- 12 stagiaires BAFA
- 1 aide-animatrice non diplômé

Le CLSH fonctionnant du Lundi 6 juillet au Vendredi 31 Juillet 2026, le personnel encadrant sera présent le Samedi 4 Juillet 2026 de 9 h à 12 h pour l'aménagement des locaux et également le Samedi 1^{er} Août de 9 h à 12 h pour une remise en état et rangement du matériel.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve à l'unanimité l'augmentation de la capacité d'accueil du Centre de Loisirs de 230 à 280 enfants
- approuve à l'unanimité la composition de l'équipe encadrante telle que présentée ci-dessus

Intervenants : Monsieur GILLOT demande s'il ne serait pas nécessaire de prévoir un directeur adjoint supplémentaire. Il indique que selon la réglementation, un directeur et un directeur adjoint sont requis pour un accueil de 100 enfants, puis un directeur adjoint supplémentaire par tranche de 50 enfants.

Monsieur le Maire répond, que pour cette année, l'organisation a été arrêtée de cette manière et validée par le service Jeunesse et loisirs de l'état. Il précise toutefois que cette question sera étudiée plus en détail en vue de la préparation de l'édition de l'année prochaine.

MODIFICATION DES MODALITES D'ACCUEIL DU MERCREDI RECREATIF **(délib.2026/07/06)**

Dans le cadre de l'organisation du mercredi récréatif, il est proposé de modifier les modalités d'accueil des enfants afin de mettre en place des horaires fixes de présence.

Ainsi, à compter de la rentrée scolaire 2026-2027, l'accueil se fera uniquement selon deux formules :

- en demi-journée, de 9h00 à 13h00 ;
- ou en journée complète, de 9h00 à 17h00.

Avec un temps de battement de 9h à 9h15 et de 16h45 à 17h.

Les arrivées et départs libres au cours de la journée ne seront désormais plus autorisés, sauf situation exceptionnelle dûment justifiée.

Cette évolution répond à plusieurs objectifs essentiels liés à la sécurité des enfants, à la qualité de l'encadrement ainsi qu'aux conditions de travail des agents municipaux.

En effet, les arrivées échelonnées tout au long de la journée entraînent des perturbations régulières dans le fonctionnement des activités et compliquent la surveillance des enfants. Des mouvements fréquents d'entrées et de sorties augmentent les risques d'erreurs de pointage et rendent plus difficile le contrôle des présences, élément pourtant indispensable dans le cadre des obligations de la garderie.

La mise en place d'horaires fixes permettra ainsi d'assurer un cadre plus stable et plus serein, favorable au bien-être des enfants comme à celui des agents.

Cette nouvelle organisation permettra également une meilleure préparation pédagogique des activités, une gestion optimisée des effectifs et une amélioration globale du fonctionnement du service.

Cette évolution s'inscrit dans une démarche plus globale de restructuration de l'accueil du mercredi avec la volonté de faire évoluer à l'avenir ce service vers un véritable accueil collectif de mineurs. Cette transition permettra de proposer un cadre éducatif renforcé, des activités adaptées et une organisation plus cohérente répondant aux besoins des enfants et des familles.

Par ailleurs, **à compter du mois de septembre 2026**, les enfants domiciliés à Millonfosse pourront être accueillis au mercredi récréatif dans les mêmes conditions tarifaires que les enfants de la commune d'Hasnon. À cet effet, une convention a été établie entre les communes

de Millonfosse et d'Hasnon afin de définir les modalités de prise en charge et de facturation des participations financières correspondantes

Compte tenu de cette réorganisation du service et de son évolution progressive vers un accueil de loisirs structuré, les tarifs appliqués seront également revus afin de correspondre aux nouvelles modalités d'accueil et aux prestations proposées comme suit :

En demi-journée de 9h à 13h (repas inclus)

Quotient familial	Tarifs
< 800	3.50 €
801 à 1000	4.10€
1001 à 1200	4.70€
1201 à 1500	5.50€
>1500	6.5€

En journée entière de 9h à 17h

Quotient familial	Tarifs
< 800	5€
801 à 1000	5.60€
1001 à 1200	6.20€
1201 à 1500	7€
>1501	8€

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver les nouvelles modalités d'accueil du mercredi récréatif, les tarifs correspondants ainsi que l'accueil des enfants de Millonfosse dans les conditions précitées, conformément à la convention conclue entre les deux communes, à compter de la rentrée scolaire 2026-2027.

Après délibération, le Conseil Municipal adopte à l'unanimité la présente délibération et autorise Monsieur le Maire à signer la convention.

MODIFICATION DES MODALITES DE FACTURATION DU SERVICE PERISCOLAIRE (délib.2026/07/07)

Dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19, une demi-heure gratuite au sein du service périscolaire avait été instaurée à titre exceptionnel afin de faciliter l'organisation des familles, en raison des horaires de sortie échelonnés mis en place dans les écoles.

Considérant que le fonctionnement des établissements scolaires est désormais revenu à un rythme normal et que les contraintes organisationnelles liées au contexte sanitaire ne sont plus en vigueur ;

Considérant l'augmentation constante de la fréquentation du service périscolaire, nécessitant un renforcement des moyens humains et matériels afin de garantir un accueil sécurisé et de qualité pour les enfants ;

Considérant la hausse des coûts de fonctionnement du service et la nécessité d'assurer sa pérennité dans des conditions équitables pour l'ensemble des usagers ;

Il est proposé au Conseil municipal de supprimer la demi-heure gratuite du service périscolaire et de fixer une participation forfaitaire de 2 € dès l'arrivée de l'enfant au périscolaire, à compter de la prochaine rentrée scolaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Approuve à l'unanimité la suppression de la demi-heure gratuite du service périscolaire à compter de la rentrée scolaire 2026-2027 ;

Approuve à l'unanimité l'application d'un tarif forfaitaire de 2 € dès l'arrivée de l'enfant au service périscolaire.

AVENANT TECHNIQUE ET FINANCIER ADU/COMMUNE D'HASNON (délib.2026/07/08)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment l'article L.132-6 relatif aux agences d'urbanismes et leurs missions, modifié par la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021- Art.205 ;

Vu la note technique NOR : ETLL1509571N du Ministère du Logement, de l'Egalité des Territoires et de la Ruralité relative aux agences d'urbanismes : conditions de fonctionnement, modalités de financement et rôle des services de l'Etat, en date du 30 avril 2015 ;

Vu la délibération en date du 4 août 2024, relative à l'adhésion de la commune de Hasnon à l'Agence de Développement et d'Urbanisme de la Sambre Avesnois Hainaut Thiérache ;

Vu la convention ANCT-FNAU, en date du 7 octobre 2020 ;

Vu la convention de coopération Etat- FNAU 2021-2027, en date du 2 décembre 2020 ;

Vu la signature d'une convention de soutien, entre l'ADU et la commune de Hasnon en date du 4 Aout 2024 ;

Considérant que l'Agence de Développement et d'Urbanisme Sambre Avesnois Hainaut Thiérache (ADU), conformément à l'article L. 132-6 susvisé, contribue à l'aménagement et au développement du territoire de ses membres grâce à la réalisation d'études et l'accompagnement des politiques,

Que dans ce cadre, l'ADU, association issue de la loi du 1^e juillet 1901 dont la Ville est membre, accompagne cette dernière sur la mise en œuvre du programme,

Considérant que l'ADU a défini les orientations du Programme Partenarial d'Activités,

Que plus précisément figure dans ce Programme Partenariale d'Activités la contribution de l'ADU à l'assistance conseil dans le cadre de l'élaboration du projet et l'accompagnement en

ingénierie sur l'aménagement opérationnel pour les projets d'intérêts collectifs type équipements sportifs

Considérant la Ville, en sa qualité de membre de l'ADU bénéficie des services des professionnels de l'ADU chaque fois que ses projets font partie intégrante du Programme Partenarial d'Activités,

Il est précisé une évolution du projet sur choix de la commune, nécessitant un accompagnement pour à présent la démolition et reconstruction des vestiaires de football.

L'ADU propose un avenant technique et financier pour l'accompagnement du projet, portant spécifiquement sur les missions suivantes :

- Résiliation du marché avec la maîtrise d'œuvre sélectionnée pour la réhabilitation et extension de la salle de sport Thérèse Clemmeurseume
- Lancement d'une nouvelle procédure de marché pour la démolition reconstruction des vestiaires du foot.

Considérant que la durée de la convention de partenariat reste inchangée, à savoir fin de la convention au 4 août 2026, il est rappelé que cette durée pourra être prolongée par avenant dans lequel seront définies la durée, les modalités de cette prolongation et les éventuelles incidences financières.

Au titre du soutien financier pour la réalisation des missions définies ci-dessus, la ville accordera une subvention de 5.000 € au 31/12/2026.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Autorise à l'unanimité Monsieur le Maire ou son délégataire à signer l'avenant technique et financier n° 1 entre l'ADU et la commune de Hasnon au titre du Programme partenarial d'activités pour une mission de soutien technique pour la démolition et reconstruction des vestiaires de football.
- Autorise à l'unanimité le versement à l'ADU de la subvention de 5.000 € au 31/12/2026.

PRESENTATION DU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE (délib.2026/07/09)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121.29

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2212-4 relatif aux pouvoirs du police du Maire,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et son article L.731-3 relatif au Plan Communal de Sauvegarde,

Vu le décret n° 2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au Plan Communal de Sauvegarde,

Vu le Plan Communal de Sauvegarde de HASNON publié par arrêté municipal en date du 28 février 2019,

Suite à la mise en place depuis 2023 d'un dispositif départemental de Gestion de l'Alerte Locale Automatisé (GALA) afin d'améliorer la transmission de l'alerte entre les autorités détentrices du pouvoir de police à savoir le Préfet et le Maire, s'intégrant dans le dispositif ORSEC départemental permettant la diffusion de messages en cas d'évènement ou de risque significatif sur le Département,

Considérant qu'il appartient au Maire de prévoir, d'organiser et de structurer l'action communale en cas de crise afin de prendre d'urgence toutes les mesures utiles en vue de sauvegarder la population, d'assurer la sécurité et la salubrité publiques et de limiter les conséquences des événements graves et susceptibles de se produire sur le territoire de la Commune,

Considérant que le Plan Communal de Sauvegarde doit être révisé au moins tous les 5 ans en fonction de la connaissance et l'évolution des risques, et à chaque renouvellement de conseil municipal,

Considérant que la Commune de HASNON est exposée à de nombreux risques naturels tels que : des risques sismiques, des retraits-gonflements des sols argileux, des risques de remontée de nappe, l'existence de 2 puits de mine et des risques technologiques tels que le commerce de gros de minerais et métaux ainsi que d'une entreprise d'emballage (carton/bois/plastique),

Considérant que le Plan Communal de Sauvegarde comprend à la fois les diagnostics des différents risques et les modalités d'organisation de la protection et du soutien à la population,

Considérant les modifications apportées au PCS et le dossier modifié joint pour chaque élu,

Le Conseil Municipal

- VALIDE à l'unanimité le Plan Communal de Sauvegarde
- Autorise Monsieur le Maire à transmettre les éléments du Plan Communal de Sauvegarde aux différents services concernés.

PRESENTATION DU DOCUMENT D'INFORMATION COMMUNAL SUR LES RISQUES MAJEURS (délib.2026/07/10)

Le document d'information communal sur les risques majeurs recense les mesures de sauvegarde répondant aux risques naturels et technologiques majeurs sur le territoire de la Commune.

Le contenu réglementaire du DICRIM est déterminé par les articles R.125-9 à R.125-22 du code de l'environnement et par la circulaire du 20 Juin 2005.

L'article R.125-11 du Code de l'environnement précise que le DICRIM « *indique les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde répondant aux risques majeurs susceptibles*

d'affecter la commune. Ces mesures comprennent en tant que de besoin les consignes de sécurité devant être mises en œuvre en cas de résiliation du risque. ».

Le DICRIM contient les données et consignes relatives aux risques majeurs nécessaires à l'information des citoyens au titre du droit à l'information.

Il comprend :

- Les dispositions communales
- Les moyens d'alerte
- Les définitions des risques
- Les fiches réflexes de consignes au citoyen
- Le récapitulatif des conduites à tenir
- Les liens utiles de sources d'information.

L'objectif de l'information préventive est de rendre le citoyen conscient des risques majeurs auxquels il peut être exposé. Informer sur les phénomènes, leurs conséquences et les mesures pour s'en protéger et en réduire les dommages, et être ainsi moins vulnérable.

Le DICRIM est librement consultable en mairie ou sur son site internet. La consultation ne fait l'objet d'aucune justification ni de redevance de la part de la commune.

Le Conseil Municipal est invité à procéder à l'approbation de ce document.

Après en avoir délibéré, Le conseil municipal adopte à l'unanimité le DICRIM.

DOSSIER SUR TABLE / DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNE A AGENCE iNORD (délib.2026/07/11)

Vu l'article L. 5511-1 du code général des collectivités territoriales qui dispose que : « Le département, des communes et des établissements publics intercommunaux peuvent créer entre eux un établissement public dénommé agence départementale. Cette agence est chargée d'apporter, aux collectivités territoriales et aux établissements publics intercommunaux du département qui le demandent, une assistance d'ordre technique, juridique ou financier. »,

Vu l'article L. 5111-1 du code général des collectivités territoriales qui dispose que : « Les collectivités territoriales peuvent s'associer pour l'exercice de leurs compétences en créant des organismes publics de coopération dans les formes et conditions prévues par la législation en vigueur. Forment la catégorie des groupements de collectivités territoriales (...) les agences départementales... »,

Vu la délibération en date du 20 Février 2021 par laquelle la commune d'HASNON a adhéré à iNord.

Vu les statuts de l'agence, notamment ses articles 5 et 10, qui prévoient que les communes et les EPCI sont représentés à l'agence par un représentant titulaire et un représentant suppléant.

Considérant que, à la suite du renouvellement général du conseil municipal, il y a lieu de désigner les nouveaux représentants de la commune d'HASNON pour siéger à l'agence,

Monsieur le Maire propose :

- De désigner Monsieur BUEMI Bruno comme représentant titulaire à l'Agence iNord, et Madame WADBLED Laetitia comme son représentant suppléant.
- Charge le maire de mettre en œuvre cette délibération.

Après délibération, le Conseil Municipal adopte à l'unanimité la présente délibération.

Fin de séance : 19 H 33

La secrétaire,

Honorine WALERS



Le Maire,

Andy VERDIERE